

{loadposition annualreport2014}

Le présent rapport rend compte de l'action que l'OMS a menée l'année dernière à l'appui du développement sanitaire dans la Région. Il met aussi en évidence les principaux défis qui doivent être relevés et retranscrit le travail continu et les prochaines étapes pour les États Membres et pour l'OMS pour 2015 et les années suivantes. Dans un souci de concision et de précision, le rapport couvre les progrès réalisés l'année dernière en vue de prendre en compte les cinq principales priorités en matière de santé que tous les États Membres ont approuvées en 2012. L'activité de l'OMS en 2014 a également couvert d'autres initiatives ayant une importance spécifique pour le développement sanitaire dans les diverses parties de la Région. Je suis persuadé que nombre de ces initiatives seront évoquées et examinées durant les différentes sessions et réunions de la soixante-deuxième session du Comité régional en octobre 2015.

Il est impossible de parler du soutien en matière de santé sans reconnaître l'impact des crises humanitaires sur les systèmes de santé nationaux et la situation sanitaire, sur la capacité générale de l'OMS dans la Région. Les établissements et les programmes de santé ont été fortement touchés dans un nombre croissant de pays en crise et le manque de financement suffisant par les donateurs est un motif de préoccupation très réel. Tous les États Membres, sans exception, devront accorder une plus grande attention à la mise en place de systèmes de santé résilients, avec un accès amélioré aux services de santé. Les services médicaux d'urgence doivent être renforcés dans la plupart des pays. Il s'agit de domaines de travail qui recevront une priorité spéciale dans la collaboration de l'OMS avec les États Membres dans les années à venir.

Alors que le monde est en train de passer des objectifs du Millénaire pour le développement au programme d'action pour l'après-2015 et aux nouveaux objectifs de développement durable, il sera important de maintenir la dynamique insufflée dans le domaine de la santé de la mère et de l'enfant dans la Région ces trois dernières années. Ce domaine concerne tous les pays de la Région. Nous continuerons à accorder une attention particulière aux pays fortement touchés ainsi qu'aux pays qui sont frappés directement ou indirectement par des situations d'urgence complexes. Toutefois, tous les pays de la Région prépareront des plans stratégiques et opérationnels pour la santé génésique, maternelle, néonatale et infantile pour la période 2016-2020, conformément à la stratégie mondiale pour la santé de la femme, de l'enfant et de l'adolescent, qui doit être approuvée en septembre 2015. En particulier, l'OMS et ses partenaires doivent maintenir l'accent placé sur les pays en crise, pour éviter de remettre en cause les avancées réalisées.

En 2015 et dans les années qui suivront, l'OMS accordera davantage d'attention à la manière de prendre en compte la nécessité d'améliorer les soins préconceptionnels dans la Région et

les inégalités persistantes dans l'accès à des soins de santé de qualité pour les mères et les enfants. Nous collaborerons aussi avec les États Membres pour mettre en œuvre les principales recommandations de la Conférence internationale sur la nutrition (CIN-2) sur la base des priorités convenues lors d'une récente réunion interpays sur la nutrition. Ceci inclura l'attention accordée à la promotion de l'allaitement au sein, le traitement de la dénutrition et la prévention de l'obésité chez l'enfant.

Il sera par ailleurs important de maintenir les engagements aux niveaux régional et national en vue de poursuivre les progrès réalisés en matière de réduction de la charge de VIH, de tuberculose et de paludisme. Nous sommes déjà en train de préparer des plans d'action régionaux pour la période 2016-2020, conformément aux stratégies mondiales de l'OMS pour la période de l'après-2015 et au projet d'objectifs de développement durable pour la santé, et nous continuerons de travailler avec les pays pour garantir la pérennité des progrès.

L'éradication de la poliomyélite dans notre Région, et dans le monde entier, est maintenant à portée de main. Nous avons intensifié notre soutien aux pays touchés par cette maladie dans la dernière ligne avant de parvenir à l'éradication. J'appelle tous les pays, alors que nous nous apprêtons à aborder l'obstacle final, à garantir les plus hauts niveaux de vaccination et de surveillance jusqu'à la réalisation et la certification de l'éradication mondiale. J'invite aussi tous les pays à poursuivre leur soutien précieux et crucial à l'Afghanistan et au Pakistan pour réaliser l'objectif d'éradication aussi rapidement que possible.

L'accent mis sur l'importance de la gestion effective des menaces à la sécurité sanitaire, suivant la crise Ebola doit être accentué. Tous les pays, sans exception, doivent renforcer leurs principales capacités au titre du Règlement sanitaire international. Les situations relatives à la transmission du coronavirus du syndrome respiratoire du Moyen-Orient (MERS-CoV) et à la grippe aviaire A(H5N1) continueront d'être suivies de près aux niveaux national et régional. Il y a des lacunes dans nos connaissances concernant ces deux maladies et il est crucial que la recherche sur ces maladies à haut risque ainsi que d'autres maladies de ce type fassent l'objet d'un soutien et que les résultats soient mis en commun en temps voulu. Surtout, les pays doivent faire en sorte d'être préparés à prendre en charge les cas d'une manière qui met l'accent sur la sécurité des patients et des agents de santé.

L'augmentation de la résistance antimicrobienne pour des médicaments auparavant efficaces est extrêmement préoccupante. Il est clair que notre région, et nous ne sommes pas les seuls à cet égard, n'est pas bien préparée pour lutter contre ce problème. L'OMS co-parrainera une conférence ministérielle à ce sujet dans la Région au début de l'année 2016, durant laquelle une analyse de la situation détaillée et un plan régional concret seront présentés. Nous

collaborons avec les États Membres et d'autres parties prenantes pour nous préparer dans ce domaine. La Région connaît une accélération rapide de l'ampleur et des conséquences désastreuses des maladies non transmissibles. Nous avons une vision saine et une feuille de route solide pour nous guider ; nous pouvons stopper cette épidémie grâce à la mise en œuvre du cadre régional pour l'action. Je continuerai d'intensifier notre action dans ce domaine de sorte que nous puissions augmenter nos capacités en matière de soutien technique aux pays mais la responsabilité ultime reste du ressort des États Membres. Les cardiopathies, les cancers, le diabète et les pneumopathies chroniques ne seront pas maîtrisés si les engagements déclarés ne se traduisent pas dans des mesures concrètes. En mai 2015, l'OMS a mis au point une liste d'indicateurs de processus qui seront utilisés pour évaluer les progrès réalisés par les pays dans la mise en œuvre des engagements nationaux figurant dans la déclaration politique des Nations Unies de 2011. Cette évaluation sera publiée durant la réunion de haut niveau des Nations Unies qui aura lieu à New York en 2018. Nous utiliserons les indicateurs pour suivre les progrès réalisés sur une base annuelle et collaborerons avec les États Membres pour veiller à ce qu'ils soient préparés correctement afin de suivre la mise en œuvre à cet égard.

La couverture sanitaire universelle fait maintenant partie des objectifs de développement durable. Une feuille de route régionale a reçu le soutien du Comité régional l'année dernière. La prochaine étape pour l'OMS est de soutenir les pays dans l'élaboration de leurs propres plans, en se concentrant sur les interventions clés recommandées par le cadre d'action régional. Une attention particulière est accordée à l'action de l'OMS pour renforcer les capacités nationales en matière de planification stratégique et de réglementation du secteur de la santé, au renforcement de la prestation de service au moyen de l'approche de la médecine familiale, à la gestion et aux soins hospitaliers, à la sécurité des patients et à une contribution plus efficace du secteur privé. Un plan de réforme de l'éducation médicale sera examiné par le Comité régional, et j'espère qu'il débouchera sur un engagement pris en faveur de mesures concrètes de la part des États Membres.

Les systèmes d'information sanitaire continuent de constituer une priorité importante. En s'appuyant sur les réalisations accomplies dans le domaine des systèmes d'information sanitaire ces dernières années, nous collaborerons étroitement avec les différents groupes de pays, et avec les partenaires des Nations Unies pour renforcer les systèmes d'information sanitaire afin de suivre les tendances sanitaires et la performance des systèmes de santé, sur la base du nouveau cadre sur l'information sanitaire.

Nous avons rencontré des difficultés à certains moments dans le passé dans de nombreuses parties de notre région. Les systèmes de santé et les personnes qui travaillent au sein de ces systèmes sont confrontés à d'énormes difficultés et subissent d'importantes pressions. Le développement des capacités en matière de leadership de santé publique n'a jamais été aussi

crucial pour le développement sanitaire qu'aujourd'hui.

Ma détermination vis-à-vis de la réforme gestionnaire reste entière. Je suis satisfait des progrès que nous avons réalisés jusqu'ici mais il est clair que beaucoup reste à faire pour améliorer notre performance et soutenir les États Membres, sur la base de l'efficacité, de la redevabilité et de la transparence. Les bureaux de pays ont reçu une large part de mon attention l'année dernière et, si des progrès non négligeables ont été réalisés dans plusieurs pays, nous prévoyons de continuer à élargir la présence de l'OMS dans d'autres pays. Nous continuerons à écouter nos États Membres et à répondre à leurs besoins. Nous avons, à notre tour, besoin du soutien des États Membres pour pouvoir répondre à leurs priorités.

Comme je l'ai mentionné l'année dernière, je pense que nous avons posé les bases solides qui nous permettront d'envisager un avenir plus radieux, en partenariat avec nos États Membres. Les temps que nous vivons sont chargés en défis, mais ils représentent aussi une importante opportunité. Ne laissons pas passer cette opportunité. Nous devons tous – États Membres, organisations internationales et société civile – continuer à renforcer notre partenariat en santé.

Saturday 27th of April 2024 04:21:27 AM